



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00983

Numéro SIREN : 478 826 753

Nom ou dénomination : FUTURES ENERGIES

Ce dépôt a été enregistré le 16/10/2013 sous le numéro de dépôt 31875

Thierry MARLIN  
Conseiller des Impôts

**CESSION DE PARTS SOCIALES**

**LES SOUSSIGNEES :**

- 1) **Futures Energies Investissements**, Société par Actions Simplifiée au capital variable, dont le siège social se situe à LORIENT (56100), 14 rue du sous-marin Vénus, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lorient sous le numéro 442 084 935, représentée par Monsieur Pierre PARVEX, agissant en qualité de Président,

Ci-après dénommée le "CEDANT",

**DE PREMIERE PART.**

- 2) **GDF SUEZ Futures Energies**, Société par Actions Simplifiée au capital variable dont le siège social se situe à COURBEVOIE (92400), 2 Place Samuel de Champlain, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 488 329 996, représentée par Monsieur Yves de GAULLE, agissant en qualité de Président,

Ci-après dénommée le "CESSIONNAIRE",

**DE SECONDE PART.**

Et ci-après individuellement ou conjointement dénommées la ou les « Parties ».

76

#### AYANT ETE PREALABLEMENT RAPPELE :

La société **Futures Energies Investissements** est propriétaire de 100% du capital social et des droits de vote de la société Futures Energies (ci-après définie "**la Société**"), Société À Responsabilité Limitée, au capital est de 30.000.000 Euros divisé en 1 500 000 parts sociales de même catégorie et entièrement libérées (ci-après désignées "**les Parts**"), dont le siège social est situé à COURBEVOIE (92400), 2 Place Samuel de Champlain, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 419 738 638.

Dans le cadre de la restructuration du pôle éolien d'Energie France au sein du Groupe GDF SUEZ, groupe auquel le Cédant et le Cessionnaire appartiennent, le cédant est amené à céder au cessionnaire la pleine propriété des Un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales de la Société représentant la totalité du capital social de la Société détenu par le Cédant, soit 100 % du capital social, et le Cessionnaire a indiqué qu'il souhaitait se porter acquéreur des Parts.

#### IL A ETE EXPRESSEMENT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

##### ARTICLE 1 : CESSION DES ACTIONS

Par les présentes, le Cédant cède et transporte les UN MILLION CINQ CENT MILLE (1.500.000) Parts de la Société représentatives de 100 % du capital social au Cessionnaire, qui accepte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit.

Le Cessionnaire sera propriétaire des UN MILLION CINQ CENT MILLE (1.500.000) Parts ainsi cédées par le Cédant, à compter de ce jour, soit le 1<sup>er</sup> octobre 2013, au profit du Cessionnaire.

Le Cessionnaire aura la jouissance des Parts, objet de la présente cession, par la perception de tous intérêts, dividendes ou autres produits revenant auxdites parts, dont y compris ceux susceptibles d'être versés au titre des résultats de l'exercice en cours.

Le Cédant subroge le Cessionnaire dans tous les droits et obligations attachés aux Parts, soit en vertu des lois et règlements, ainsi que des statuts de la Société.

##### ARTICLE 2 : PRIX ET PAIEMENT DU PRIX

Le prix net global des Parts cédées et transférées est fixé entre les Parties de manière ferme et définitive à QUARANTE SEPT MILLIONS DEUX CENT MILLE Euros (47.200.000 €), prix qui a été payé comptant au Cédant, qui le reconnaît et qui en donne ici bonne, valable et définitive quittance.

### **ARTICLE 3 : DECLARATION DU CEDANT**

Le Cédant déclare que les Parts sont libres de tout nantissement, droit de tiers ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à sa cession, anéantir ou réduire les droits du Cessionnaire.

### **ARTICLE 4 : FRAIS**

Chaque Partie s'engage irrévocablement à supporter le montant des frais, honoraires, émoluments et débours engagés par elle-même à l'occasion des présentes.

Le prix de cession a été négocié entre les Parties sans prise en compte de leurs honoraires.

### **ARTICLE 5 : ENREGISTREMENT**

La présente cession est soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 635 du Code Général des Impôts ("CGI") et doit être enregistrée à la Recette des Impôts du Cédant ou du Cessionnaire dans le délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

Conformément aux dispositions de l'article 726 II du CGI, tel que modifié par la loi n° 2012-354 du 14 mars 2012, la présente cession est exonérée de tout droit d'enregistrement en raison de l'appartenance du Cédant au même groupe fiscal, au sens de l'article 223 A du CGI, que le Cessionnaire.

### **ARTICLE 6 : POUVOIRS - FORMALITES**

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes, et particulièrement à la GAZETTE DU PALAIS, domiciliée 12 rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris, à l'effet d'accomplir toutes formalités de droit.

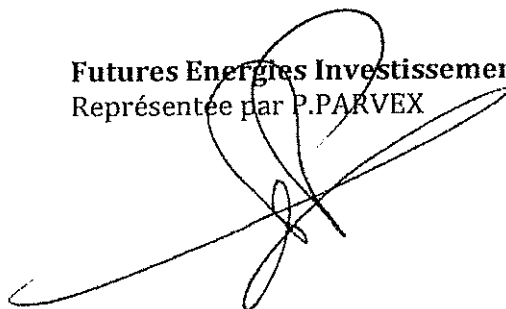
Fait à Courbevoie,  
Le 4 octobre 2013  
En quatre exemplaires originaux

**CERTIFIE CONFORME**

**GDF SUEZ Futures Energies**  
Représentée par Y.de GAULLE



**Futures Energies Investissements**  
Représentée par P. PARVEX



## **FUTURES ENERGIES**

Société à responsabilité limitée au capital de 30 000 000 €  
Siège Social : 2, Place Samuel de Champlain-92400 COURBEVOIE  
RCS NANTERRE 478 826 753

### **DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 7 OCTOBRE 2013**

L'an deux mille treize et le lundi sept octobre à quatorze heures,

Le représentant de la société Associé Unique de la Société FUTURES ENERGIES, à savoir :

GDF SUEZ FUTURES ENERGIES, société par actions simplifiée au capital variable ayant son siège social à Courbevoie (92400), 2 Place Samuel de Champlain, immatriculée sous le numéro 488 329 996 RCS NANTERRE, représentée par son Président, Monsieur Pierre PARVEX, en sa qualité de Directeur Général,

Propriétaire de la totalité des 1 500 000 parts sociales composant le capital social de la Société,

Prend les décisions ci-après, sur l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la fusion-absorption entre FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS (société absorbante) et FE INVESTISSEMENTS (société absorbée) en date du 28 juin 2013,
- Approbation de la cession des titres en date du 4 octobre 2013 au profit de GDF SUEZ FUTURES ENERGIES, qui devient ainsi l'unique associé de la Société,
- Modifications statutaires (article 8) corrélatives des précédentes décisions,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Monsieur Pierre PARVEX préside la réunion, en sa qualité de Gérant de la société.

Madame Sandra GOMES assure le secrétariat de la séance.

Le cabinet MAZARS, commissaire aux comptes titulaire, dûment convoqué, est absent et excusé.

L'Associé Unique constate que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires, et conformément à l'article R.223-28 du Code de commerce, ont été adressés aux Commissaires aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Puis, l'Associé Unique prend ce jour les décisions suivantes :

### **PREMIERE DECISION**

Après avoir pris connaissance du rapport du gérant, l'Associé Unique constate la réalisation de la fusion en date du 28 juin 2013 aux termes de laquelle FE INVESTISSEMENTS, associé de la Société à hauteur de 50 % du capital, a été absorbée par FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS, autre associé de la société à hauteur de 50%.

Ainsi, à compter du 28 juin 2013, date de réalisation de cette fusion, la société FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS est devenue Associé Unique de la Société, venant en droits et obligations de la société FE INVESTISSEMENTS qu'elle a absorbée.

***Cette décision est adoptée***

### **DEUXIEME DECISION**

Puis, l'Associé Unique approuve la cession, en date du 4 octobre 2013, des 1 500 000 parts sociales composant la totalité du capital de la Société, au profit de la société GDF SUEZ FUTURES ENERGIES, pour un montant de 47 200 000 Euros.

En conséquence, GDF SUEZ FUTURES ENERGIES devient l'unique Associé de la Société à compter du 4 octobre 2013.

***Cette décision est adoptée.***

### **TROISIEME DECISION**

En conséquence des décisions prises ci-dessus, l'Associé Unique convient de modifier l'article 8 des statuts relatif au capital social, qui sera désormais rédigé comme suit :

#### **« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

*Le capital social est fixé à la somme de TRENTE MILLIONS D'EUROS (30.000.000 €), divisé en UN MILLION CINQ CENT MILLE (1.500.000) parts sociales de VINGTS EUROS (20 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 1.500.000, entièrement libérées et attribuées comme suit :*

***- GDF SUEZ FUTURES ENERGIES.....1.500.000 parts***  
*A concurrence de sept cent cinquante mille parts sociales*  
*Numérotées de 1 à 1.500.000*

*Total égal au nombre de parts composant le capital social .....1.500.000 parts*

*Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés. »*

***Cette décision est adoptée.***

#### **QUATRIEME DECISION**

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Secrétaire de la réunion pour certifier conforme des copies ou extraits du présent procès-verbal.

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal et particulièrement à la GAZETTE DU PALAIS, domiciliée 12 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris, pour effectuer tous dépôts et publications nécessaires, et généralement pour réaliser toutes formalités légales.

***Cette décision est adoptée.***

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé unique et le Secrétaire.

**L'associé Unique**



**GDF SUEZ FUTURES ENERGIES**  
**Représentée par Pierre PARVEX**

**Le Secrétaire**



**S. GOMES**

**CERTIFIE CONFORME**

# FUTURES ENERGIES

Société à Responsabilité Limitée au capital de 30 000 000 €

Siège social : 2, Place Samuel de Champlain

92400 COURBEVOIE

RCS Nanterre 478 826 753

◆◆◆

## STATUTS

Statuts mis à jour le 7 octobre 2013

CERTIFIE CONFORME

Pour copie certifiée conforme

Le Gérant

## **ARTICLE 1 – FORME**

Il est formé une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La société a pour objet en FRANCE et à l'étranger :

- Toutes prestations de mise à disposition de compétences, de réalisation de missions de direction, de montage et développement de projets, d'exploitation de centres de production d'énergie, de conseil et gestion d'entreprise dans les domaines d'activité Industrie et Energie et notamment dans le domaine des Energies renouvelables (éolien, solaire,...) ;
- La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- Et généralement, toutes opérations Industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination de la société est :

**"FUTURES ENERGIES"**

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

## **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social de la Société est fixé au 2, Place Samuel de Champlain – 92400 COURBEVOIE.

Il peut être transféré par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

## **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

## **ARTICLE 6 – APPORTS**

Il a été souscrit au capital de la Société pour une somme en espèces de DIX MILLE EUROS (10.000 €) ;

En date du 30 septembre 2010, la société GREAT a fait apport à la société, lors de sa scission, de sa branche complète d'activité de développement de projets éoliens et la maintenance de parcs éoliens, d'une valeur nette égale à 15 590 973, 25 euros.

En date du 2 janvier 2013, la société FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS (anciennement dénommée « EOLE GENERATION ») a fait apport à la société de sa branche complète d'activité de « Bureau d'Etudes », d'une valeur nette égale à 13 596 614, 50 euros.

## **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de TRENTE MILLIONS D'EUROS (30.000.000 €), divisé en UN MILLION CINQ CENT MILLE (1.500.000) parts sociales de VINGTS EUROS (20 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 1.500.000, entièrement libérées et attribuées comme suit :

- **GDF SUEZ FUTURES ENERGIES**.....1.500.000 parts

A concurrence de sept cent cinquante mille parts sociales

Numérotées de 1 à 1.500.000

Total égal au nombre de parts composant le capital social .....1.500.000 parts

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

## **ARTICLE 8 – COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

## **ARTICLE 9 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, les cessions de parts à des tiers étrangers à la société, entre associés ou au conjoint, aux ascendants et descendants d'un associé sont soumises à la procédure d'agrément prévue par la loi et le décret sur les sociétés commerciales pour les cessions à des tiers.

## **ARTICLE 10 – GERANCE**

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Sur le plan interne, le gérant peut faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant non associé ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

La rémunération du ou des gérants sera fixée ultérieurement. Les remboursements des frais de déplacement et de représentations se feront sur justificatifs.

#### **ARTICLE 11 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE**

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du Directoire ou un membre du Conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée. Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales. S'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non ; toutefois, le Commissaire aux Comptes ou à défaut le gérant non associé doivent établir un rapport spécial.

Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

#### **ARTICLE 12 – DECISIONS D'ASSOCIES**

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixes par les lois et les règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adressa à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

### **ARTICLE 13 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent le désigner dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 14 – EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre.

A titre exceptionnel, l'assemblée générale a décidé de clôturer le premier exercice au 31 mars 2005 et de maintenir pour les exercices suivants la date de clôture au 31 décembre de chaque année.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide de l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social. S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes lui sont adressés par la gérance avant la fin du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

## **ARTICLE 15 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmente du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés détermine la part attribuée chacun des associés. L'associé unique ou l'Assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

## **ARTICLE 16 – CAPITAUX PROPRES A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 17 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

Le société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la société ne comprend qu'un seul associé, personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la société comprend au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

#### **ARTICLE 18 – TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La transformation de la société en une société commerciale d'autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

#### **ARTICLE 19 – CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la société et l'associé unique ou entre la société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumis aux tribunaux compétents.

**CERTIFIE CONFORME**